

La Grèce condamnée à perpétuité pour l'exemple

Vadim Kamenka, *L'Humanité Dimanche*, 19 mai 2016

Le pari d'Alexis Tsipras – faire le gros dos et obtenir un allègement significatif de la dette – est-il perdu ? Ses créanciers européens veulent imposer à la Grèce un mécanisme automatique d'austérité perpétuelle. Le Portugal, où la gauche gouverne, et l'Espagne, où elle est proche du pouvoir, sont également dans le collimateur de la Commission pour déficits jugés excessifs. Et qu'importe si cela est inefficace et fait monter l'extrême droite.

Le 24 mai, la réunion mensuelle de l'Eurogroupe (les ministres des Finances des 19 pays de la zone euro, le président de la BCE et un représentant de la Commission européenne) devrait aboutir à un énième accord entre la Grèce et ses créanciers. Au bout de plusieurs semaines de négociations dans le cadre d'une évaluation du troisième plan d'ajustement, signé le 13 juillet 2015 – après l'étranglement des banques grecques, une menace de « Grexit » (sortie de la Grèce de la zone euro) et un déni démocratique –, de nouvelles mesures d'économies devraient être imposées au pays.

La logique reste la même: réductions de dépenses, hausses d'impôts pour réaliser 5,4 milliards d'euros d'économies, et privatisations. Ces « réformes structurelles » sont censées permettre à la Grèce de tenir l'objectif qui lui est assigné, bien qu'irréalisable: dégager un excédent budgétaire de 3,5% du PIB en 2018. Cet objectif, déjà inscrit dans les deux derniers mémorandums de 2010 et 2012, a conduit le pays à une énorme récession. Pour l'économiste Michel Husson, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales, « le même impossible effort est demandé avec la même obstination et, comble du cynisme, l'Eurogroupe exigerait, si cet objectif n'était pas atteint, un plan de "mesures contingentes" de 3,6 milliards d'euros, soit 2% du PIB, ce qui revient au même ».

Austérité mécanique

Dans l'accord qu'ils veulent voir aboutir le 24 mai, les ministres des Finances de la zone euro – en échange d'un certain assouplissement des remboursements mais sans aucun allègement de la dette grecque – veulent en effet instaurer un mécanisme d'austérité qui se déclencherait automatiquement, sans même passer par de nouvelles négociations, si le gouvernement d'Alexis Tsipras ne remplit pas son contrat. Car, pour eux, c'est entendu, tout le mal vient de l'incapacité de l'État grec à gérer correctement son budget.

Depuis 2010, la Commission européenne, l'Eurogroupe, la Banque centrale européenne (BCE) répètent que la crise de la zone euro est le fruit de « dérapages budgétaires ». Et qu'il faut, pour la résoudre, austérité, surveillance et sanctions. Or, rappelle Romaric Godin dans *La Tribune* (12 mai), c'est « une mauvaise lecture de la crise de la zone euro », car celle-ci « est une seconde phase de la crise financière de 2008 ». C'est « l'endettement privé et le transfert de cet endettement vers le public » qui sont « à l'origine de la crise ».

Crucifier l'alternative

Six ans d'austérité et d'ajustements structurels prescrits par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) ont précipité l'effondrement de l'économie grecque, rendant le fardeau de la dette plus insoutenable encore et son remboursement toujours plus improbable. Pourquoi poursuivre une logique qui ne fonctionne pas ? Pour l'ancien ministre grec de l'Économie, Yanis Varoufakis, il s'agit « d'une position essentiellement politique ». Évoquant les négociations de l'été 2015 – auxquelles il participait – entre le gouvernement Tsipras et les créanciers, il constate: « Les membres de l'Eurogroupe se sont tellement engagés dans cette voie qu'ils ne pouvaient plus reculer. D'autant que leur crédibilité dépendait du fait que ce programme soit accepté. »

Outre ces raisons politiques de « crucifier toute alternative en dehors du cercle de la pensée unique », comme le soulignait le *Financial Times* en 2015, il s'agit aussi de choix « imposés par des fonctionnaires, par orthodoxie néolibérale dans laquelle s'inscrivent une écrasante majorité d'entre eux ou par volonté de protéger des intérêts particuliers : ceux des plus riches contribuables grecs, ceux des forces armées helléniques et, bien entendu, de leurs fournisseurs français, allemands, américains, etc. », constate l'eurodéputé belge Philippe Lamberts (groupe des Verts-ALE) dans *Le Monde diplomatique*.

Pour Michel Husson, le but de ces fameux plans d'aide à la Grèce prônés par les instances européennes et le FMI est « de sauver les banques allemandes et françaises, mais aussi grecques ». Il cite plusieurs études, dont celle de deux économistes ultralibéraux de l'European School of Management and Technology de Berlin. Leurs conclusions sont claires : « Contrairement à des croyances largement répandues, moins de 10 milliards d'euros, soit moins de 5% de l'ensemble des programmes, sont allés au budget public grec. En revanche, la grande majorité de l'argent est allée aux créanciers sous forme de remboursements de la dette et de paiements d'intérêts. » Même chose pour Pablo Bortz, un universitaire argentin : « 54% de l'aide financière fournie à la Grèce a été utilisée pour rembourser la dette (étrangère) et 21% pour recapitaliser les banques grecques (dont certaines détenues par des banques étrangères). »

Les nouvelles cibles

Depuis l'été dernier, le pari d'Alexis Tsipras – contraint de se rendre aux exigences de ses créanciers pour éviter le défaut de paiement du pays et sa sortie de la zone euro – était de tenter d'adoucir les conséquences de l'austérité pour les plus fragiles, tout en s'efforçant d'obtenir rapidement un allègement de la dette en mêlant bonne conduite et persuasion. Le premier ministre grec comptait aussi sur le rôle clé de la Grèce dans une Europe confrontée à l'arrivée massive de réfugiés pour redonner du poids à son pays dans les négociations. Or, la signature de ces nouveaux accords va mener à une impasse économique et à une injustice sociale grandissante. Déjà fragilisé par une coalition gouvernementale – Syriza et ANEL – qui ne dispose que d'une faible majorité (153 députés sur 300), Tsipras n'a plus, semble-t-il, de véritable marge de manœuvre. Talonné par la droite dans les sondages, il doit faire face également à d'importantes mobilisations sociales (grèves des 7 et 8 mai).

La Grèce n'est pas la seule à faire les frais de cette logique libérale. Le 10 mai, la Commission européenne aurait décidé d'exiger de l'Espagne et du Portugal qu'ils réduisent leur déficit public conformément au « pacte de croissance et de stabilité » (moins de 3 % du PIB). Pour Romaric Godin, ces interventions inédites de la Commission ont un but de « montrer au Parlement et au Conseil européen qu'elle ne fait pas preuve de "laxisme". Car de nombreuses discussions sont en cours pour établir une nouvelle réforme de la zone euro et doter (cette dernière) notamment d'un "ministre des Finances" chargé de la surveillance budgétaire des États membres à la place de la Commission ».

Si, dans les mois qui viennent, le contexte international se détériore, Bruxelles pourrait avoir commis une de ses plus grandes erreurs politiques en ce printemps 2016.